

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 409

16 février 2012

SOMMAIRE

AB Cars S.A.	19608	FMPC s.c.i.	19609
AB Cars S.A.	19624	Galileo Global Education Luxco S.à r.l. ...	19624
Acron Lux Invest S.à r.l.	19629	Generali Real Estate Investments FCP-FIS	
Advent OT (Luxembourg) Holding S.à r.l.		19602
.....	19614	H.12 Schuttrange "Novus"	19626
Advent OT (Luxembourg) S.à r.l.	19614	Julienne Saràl	19606
AI Global Investments S.à r.l.	19629	Les Espaces d'Eich S.A.	19612
A.M.Z. EUROP SA	19612	Locationlux S.A.	19587
Antarès Capital	19588	Marianne 2000 S.à r.l.	19612
Antium S.A.	19632	MBSP 3 S.à r.l.	19624
Arpège	19630	MCP-Pharmetics III S. à r.l.	19615
ATE	19603	Novaprint S.A.	19629
Bailiff S.A.	19631	NYLOF, société de gestion de patrimoine	
Bailiff S.A.	19632	familial	19586
Berenberg Renminbi Bond Opportunities		Paddy Power Luxembourg S.à r.l.	19632
UI	19603	Petrus International S.A.	19588
beta3	19602	Quint:Essence Concept	19589
beta3	19602	Racine Investissement S.A.	19589
BN & P DEMAARK Global Fonds	19588	SEB Optimus II	19591
BN & P DEMAARK Global Fonds	19591	Société Européenne de Banque	19587
Britanny Investment	19588	SOMA Lux SPV S.à r.l.	19626
BRSG S.A., SPF	19590	TBL PG S.à r.l.	19612
DEXIA World Alternative	19590	The Fine Violins Fund, FCP-FIS	19603
Eldolux	19587	TLC S.à r.l.	19614
Estates S.A.	19586	Tollamen SPF, SA	19589
Falbala S.A., SPF	19591	WM Fund	19591
Fiduciaire AGENA S.A.	19614	WM Fund	19602

Estates S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 106.770.

All holders of Notes issued by Estates S.A. (the "Noteholders" and the "Company" respectively) in relation to the Compartments 2010/03/1 and 2010/07/1 of the Issuer are invited to attend a

GENERAL MEETING

of Noteholders to be held at the registered office of the Company on *March 2, 2012* at 9.00 a.m., in order to consider the following agenda:

Agenda:

1. Report from the board on the possibility to extend the subscription period till December 31, 2012 in relation to the Compartments 2010/03/1 and 2010/07/1.
2. Amendment to the Notes in particular regarding the fact to extend the subscription period of the Notes of the above mentioned compartments.
3. Approval of the actions and decisions referred to in the Report from the Board.
4. Miscellaneous.

This meeting is convened at the initiative of the Company.

In the event this general meeting is not able to deliberate validly for lack of a quorum, a second meeting of Noteholders holding Notes issued in relation to that Compartment shall be held at 10.00 a.m. on March 9, 2012 at the registered office of the Company, with the same agenda and such second meeting shall have the right to pass resolutions on the items on the agenda irrespective of the quorum.

To be admitted to the meeting, the Noteholders shall be required at the beginning of the meeting to present the Notes in respect of which they intend to vote, or an attestation issued by a bank in Luxembourg attesting that the Notes are held by such bank on behalf of the Noteholder and shall be blocked until March 31, 2012.

The Report from the board of directors referred to in the agenda and the resolutions which will be proposed will be available for consultation at the registered office of the Company at least 8 days prior to the meeting upon presentation of one Note issued in relation to the Compartment concerned or upon presentation of the above mentioned attestation.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012020242/30.

NYLOF, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 4.573.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra *lundi 27 février 2012* à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non-renouvellement des mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration, venus à échéance, de Mme Virginie DOHOGNE, et décharge.
6. Nomination de M. Hans DE GRAAF, administrateur de sociétés, né le 19 avril 1950 à Reeuwijk (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
7. Reconduction de Mme Mounira MEZIADI et M. Jacques CLAEYS dans leur mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
8. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.
9. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012018060/29/26.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 13.859.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Actionnaires se tiendra au siège de la société, 19-21, Boulevard du Prince Henri à Luxembourg le jeudi 15 mars 2012 à 11.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration;
2. Rapport des Réviseurs d'entreprises;
3. Approbation des états financiers au 31 décembre 2011;
4. Distribution du résultat de l'exercice 2011;
5. Décharge à donner aux administrateurs;
6. Nominations des Administrateurs et des membres des comités;
7. Nominations des personnes chargées à la gestion journalière;
8. Divers.

Les actionnaires ne pouvant prendre part personnellement à l'Assemblée Générale Ordinaire peuvent s'y faire représenter par procuration.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021633/755/21.

Eldolux, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 53.054.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 5 mars 2012 à 10.30 heures au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen
2. Divers

Cette assemblée générale extraordinaire sera suivie d'une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue à 11.15 heures au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, et qui aura l'ordre du jour suivant:

1. Rapport intermédiaire du liquidateur
2. Divers

Référence de publication: 2012020780/18.

Locationlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 151.209.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mars 2012 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021627/795/15.

Britanny Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 22.404.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 5 mars 2012 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021632/534/16.

Antarès Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 160.768.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 7 mars 2012 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021626/795/17.

BN & P DEMAARK Global Fonds, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 26. Januar 2012 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 26. Januar 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012015993/11.

(120019071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2012.

Petrus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 55.363.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 mars 2012 à 14.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes

2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021628/795/15.

Racine Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 108.298.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 5 mars 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021629/795/15.

Tollamen SPF, SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 16.551.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 mars 2012 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012021631/795/15.

Quint:Essence Concept, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 150.867.

Hiermit wird allen Aktionären mitgeteilt, dass die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre der Quint:Essence Concept SICAV (die "Gesellschaft") am 9. März 2012 um 11.00 Uhr am Hauptsitz der Gesellschaft stattfinden wird. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Begrüßung und Feststellung der Regularien
2. Zustimmung zum Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
3. Zustimmung zur Aufstellung der Nettovermögenswerte der Gesellschaft sowie zum Geschäftsbericht betreffend das am 30. September 2011 beendete Geschäftsjahr; Beschluss betreffend die Verwendung der Erträge des am 30. September 2011 beendeten Geschäftsjahres;
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates im Zusammenhang mit ihren Geschäftstätigkeiten betreffend das am 30. September 2011 beendete Geschäftsjahr;
5. Festlegung des Mandats für den Réviseur d'Entreprises;
6. Verschiedenes.

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass im Zusammenhang mit der Tagesordnung kein Anwesenheitsquorum festgelegt ist, und dass Beschlüsse der Ordentlichen Generalversammlung mit einer einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder der vertretenen Aktien getroffen werden.

Zu den verschiedenen Punkten der Tagesordnung sind nur die Inhaberaktien stimmberechtigt, welche bei der M.M.Warburg & CO Luxembourg S.A. bis spätestens zum 6. März 2012 hinterlegt wurden. Der Beleg betreffend den Aktienbesitz und die Hinterlegung der Aktien muss erbracht werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2012021634/755/27.

BRSG S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 50.594.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 24 février 2012 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012018610/1023/16.

DEXIA World Alternative, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 82.737.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA WORLD ALTERNATIVE aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 24 février 2012 à 10 heures 30

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2011
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2011
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2011
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 22 février 2012 auprès de DEXIA WORLD ALTERNATIVE, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Mme Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012018611/755/29.

Falbala S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.528.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 24 février 2012 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012018612/1023/16.

BN & P DEMAARK Global Fonds, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 26. Januar 2012, in Kraft trat. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 26. Januar 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012015994/11.

(120019072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2012.

WM Fund, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 26. Januar 2012 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 26. Januar 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012015995/11.

(120019073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2012.

SEB Optimus II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 82.410.

In the year two thousand and twelve, on the twentieth day of January,

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general shareholders' meeting of SEB OPTIMUS II, a public limited company qualifying as an investment company with variable share capital ("the Company"), having its registered office in L-1347 Luxembourg, 6a, Circuit de la Foire Internationale.

The Company is registered with the «Registre de commerce et des sociétés» of Luxembourg under the section B and the number 82.410.

The Company was incorporated by a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg on 14 June 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 532 of 13 July 2001. The articles were amended for the last time on the 18 April 2006 before Maître Joseph Gloden, then notary residing in Grevenmacher, pursuant a deed published in the Mémorial C, number 862 of 2 May 2006.

The meeting was opened at 3.15 p.m. by Mr Rudolf KÖMEN, managing director of SEB Asset Management S.A., with professional address in Luxembourg, being in the chair.

The chairman appoints Mrs Chantal Leclerc, Senior Officer, Fund Legal with Skandinaviska Enskilda Banken S.A., with professional address in Luxembourg, as secretary.

The meeting elects as scrutineer Mrs Sophie Lozinguez, Head of Fund Set-Up with SEB Asset Management S.A., with professional address in Luxembourg.

The chairman then states:

A. The present extraordinary general shareholders' meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 10 January 2012 to each of the shareholders registered in the shareholders' register.

B. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares owned by the shareholders are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

C. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital and the resolutions must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

D. Pursuant the attendance list, 98.65 % of the issued and outstanding shares are present and/or represented.

E. In accordance with article 67-1 (2) of the modified Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, the shareholders' meeting is consequently regularly constituted and may deliberate and decide upon the items of the following agenda:

1. To transfer the registered office to 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (municipality of Hesperange) with effective date on 1 April 2012.

2. To submit the Company to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and to amend Article 3 "Object" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation") which shall be worded as follows:

"The main object of the Company is to invest the funds available to it in units of collective investment undertakings, in securities and other assets permitted by law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company's assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part II of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "Law of 2010").

3. To replace the current Articles of Incorporation by a new consolidated version.

4. Miscellaneous

After the foregoing has been approved by the meeting, the following resolutions have been taken unanimously:

First resolution

The shareholders decide to transfer the registered office to 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (municipality of Hesperange) with effective date on 1 April 2012.

As of the 1st April 2012, the first paragraph of the Article 4, will be read as follows:

"**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is established in Howald (municipality of Hesperange), Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors."

Second resolution

The shareholders decide to submit the Company to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

The shareholders decide to amend Article 3 "Object" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation") which shall be worded as follows:

"The main object of the Company is to invest the funds available to it in units of collective investment undertakings, in securities and other assets permitted by law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company's assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part II of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "Law of 2010").

Third resolution

In accordance with the foregoing, the shareholders decide to restate the current articles of incorporation and to update them by a new consolidated version thereof, to be read as follows:

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” under the name “SEB OPTIMUS II”.

Art. 2. Duration. The Company is established for an indefinite period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. Object. The main object of the Company is to invest the funds available to it in units of collective investment undertakings, in securities and other assets permitted by law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company’s assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the “Law of 2010”).

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value fully paid up and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in article twenty-eight hereof.

The minimum capital of the Company, which must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorized as a collective investment undertaking under Luxembourg law, may not be less than one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.).

Such shares may be of different classes and categories following the criteria to be determined by the board of directors and as stated in the sales documents.

The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in such instruments as described in article three above pursuant to the investment policy determined by the board of directors in respect of the relevant class of shares.

The board of directors shall establish a pool of assets constituting a sub-fund within the meaning of article 181 of the Law of 2010, for each class of shares or for one or more categories of shares in the manner described in article twenty-eight hereof.

Art. 6. Issue of shares. The board of directors is authorised without limitation to issue an unlimited number of fully paid-up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

Furthermore, the board of directors may temporarily discontinue or finally suspend the issue of shares in any given sub-fund without any prior notice to shareholders, if it determines that this is in the best interests of the relevant sub-fund and of the existing shareholders.

Whenever the Company offers shares for subscription after the initial subscription period, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class or category as determined in compliance with the article twenty-eight hereof as of such Valuation Day. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors and as stated in the sales documents. The price so determined shall be payable within the period laid down in the Company’s sales documents.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an approved statutory auditor (“réviseur d’entreprises agréé”).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EUR, be translated into EUR and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Art. 7. Form of shares. The Company may elect to issue shares in both registered and/or bearer form, with or without fractional shares, as the board of directors may decide. Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him.

The conditions and modalities of the confirmations’ or certificates’ issue will be determined by the Company’s board of directors.

The registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If bearer shares are issued, certificates may be issued in such denominations as the board of directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations, he will be charged the cost of such exchange. If a shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two directors. Both such signatures may be either manual or printed or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the board of directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may from time to time determine.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends and to all other actions on a prorata basis.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their addresses in the register of shareholders and, in respect of bearer shares, payment will be made in the manner determined by the board of directors from time to time in accordance with Luxembourg law.

Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every transfer of a registered share shall be entered in the register of shareholders. In case of bearer shares, title will pass by delivery.

The Company will recognize only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership or bare ownership and usufruct, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners or bare owners and usufructuaries vis-à-vis the Company.

Art. 8. Loss or Destruction of share certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 9. Restrictions on ownership. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign or if such holding may make the Company subject to tax in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company or the majority of its shareholders.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares by any "US person" as defined hereafter and for such purpose the Company may:

a. decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a US person or might result in beneficial ownership of such shares by a US person exceeding the maximum percentage fixed by the board of directors of the Company's capital which can be held by a US person (the "maximum percentage") or might entail that the number of US persons who are shareholders of the Company exceeds a number fixed by the board of directors (the "maximum number");

b. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary

for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a US person and;

c. where it appears to the Company that any US person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the board of directors, compulsory redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1. The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the dates specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled.

2. The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in article twenty-five hereof.

3. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the net asset value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificates, if issued, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid.

4. The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d. decline to accept the vote of any US person or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these articles, the term "US person" shall include a national, citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or persons who are normally resident therein, including the estate of any such person, or a corporation, partnerships, trusts or any other association created or organized therein.

Art. 10. General meetings of shareholders. Any regularly constituted general meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless the class and the category of shares held by them.

However, if the decisions are only concerning the particular rights of the shareholders of one sub-fund or if the possibility exists of a conflict of interest between different sub-funds, such decisions have to be approved by a general meeting representing the shareholders of such sub-fund.

The general meeting shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 11. Holding of the general meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg Law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday of the month of January at 2.00 p.m. If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 12. Modalities of general meetings' holding. The quorum and time required by law shall govern the notice for and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or similar communication.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Any shareholder wishing to assist or to be represented at any general meeting of shareholders has to inform the Company thereof at least five bank business days preceding the said meeting. The holders of bearer shares will be further obliged to deposit their shares, if issued, at the custodian bank at least five bank business days preceding the holding of the general meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 13. Convening notices. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If bearer shares are issued, notices will further be published in a Luxembourg newspaper, as determined by the board of directors, and in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" and in any other newspapers as determined by the board of directors.

Art. 14. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a simple majority of the directors present or represented and voting at such meeting, a director to fill such vacancy until the next shareholders' meeting.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

Art. 15. Board of directors' chairman. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The board of directors from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles, shall have the powers and duties given them by the board of directors.

Art. 16. Meetings and deliberations of the board of directors. Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by e-mail or fax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, e-mail or similar communication another director as his proxy.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a simple majority of the directors present or represented and voting at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all the members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, fax, e-mail or similar communication.

Art. 17. Delegation of power. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as an authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company who may, if the board of directors so authorises, re-delegate such powers in turn.

Art. 18. Minutes. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 19. Investment policies and Restrictions. The board of directors shall, based upon the principle of risk spreading have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the sub-fund relating thereto and the course of conduct of the management and business affairs of the Company in compliance with the prospectus of the Company and applicable laws and regulations.

The board of directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

In accordance with the conditions set forth in the Law of 2010, the applicable Luxembourg regulations and the prospectus of the Company, any Sub-Fund may, to the largest extent permitted, invest in one or more other Sub-Funds of the Company.

Art. 20. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the SEB group, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion.

Art. 21. Remuneration to directors. The Company may decide to remunerate the directors for their services at a rate determined from time to time by a general meeting of shareholders, and to reimburse reasonable expenses of same directors.

Art. 22. Indemnification of directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 23. Corporate signature. The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the board of directors.

Art. 24. Auditor. The general meeting of shareholders shall appoint an approved statutory auditor who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2010.

Art. 25. Redemption of shares. The Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares under the conditions to be determined by the board of directors.

The redemption price shall be paid within the delay laid down in the sales documents in accordance with the provisions of article twenty-eight hereof less a charge at a rate which may be determined by the board of directors and as stated in the sales documents.

Any request for redemption shall be irrevocable, except in the event of suspension of redemption pursuant to article twenty-seven hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

The redeemed shares shall be annulled.

No redemption by a single shareholder may, if accepted by the Company's board of directors, be for an amount of less than that of the minimum holding as may be determined from time to time by the board of directors and as stated in the sales documents.

If a redemption of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors may determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all his shares of such class.

The Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day more than 10 per cent of the number of shares of any sub-fund. Redemption may therefore be deferred for not more than three Valuation Days after the date of receipt of the redemption request (but always subject to the foregoing limits). In case of deferral of redemptions, the relevant shares shall be redeemed at a price based on the net asset value per share prevailing less notional dealing charges, if any, and less a redemption charge, if any, as may be decided by the board of directors from time to time and as stated in the sales documents. For this purpose a conversion from shares of any sub-fund shall be treated as a redemption of such shares. On such Valuation Day such requests shall be complied with giving priority to the earliest request.

Art. 26. Conversions. Any shareholder may, in principle and under the conditions to be determined by the board of directors and more fully described in the sales documents, request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective net asset values of the shares of the relevant classes. Such conversion may bear a switching charge as determined and disclosed in the sales documents. The board of directors may also decide that an issue commission shall be paid to the Company.

No conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the board of directors, be for an amount of less than that of the minimum holding as may be determined from time to time by the board of directors and as stated in the sales documents.

If a conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the board of directors may determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares of such class.

Art. 27. Frequency and Temporary suspension of the calculation of the net asset value. For the purpose of determining the issue, conversion and redemption price thereof, the net asset value of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company or its agent from time to time, but in no instance less than once a month, as the board of directors by resolution may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

Notwithstanding the provisions set forth in the articles 6, 25 and 26, the Company may suspend the determination of the net asset value of shares of any particular class and the issue, redemption and conversion of its shares:

- 1) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closing) when any market or stock exchange is closed and which is the principal market or stock exchange for a significant part of the Sub-Fund's investments, or in which trading is restricted or suspended;
- 2) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Sub-Fund, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange, or it is impossible fairly to determine the value of any assets in the Sub-Fund;
- 3) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Sub-Fund's investments or the current prices on any stock exchange;
- 4) when for any reason the prices of any investment held by the Sub-Fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;
- 5) during any period when remittance of money which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Sub-Fund's investments cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be published by the Company and shall be notified to shareholders requesting subscription, redemption or conversion of their shares in such manner, as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. During any period of suspension applications for subscription, redemption or conversion of shares may be revoked. In the absence of such revocation the issue, redemption or conversion price shall be based on the first calculation of the net asset value made after the expiration of such period of suspension.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

Art. 28. Calculation of the net asset value. The net asset value of shares of each class of shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares as determined by the board of directors and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the directors may determine at the place where the net asset value is calculated, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first

valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made as described hereafter.

The assets of the Company shall include:

- 1) all bonds, time notes, shares, equities, units, debenture stocks, subscription rights, warrants, options, futures and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 2) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 3) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and
- 7) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) Securities admitted for official listing on a stock exchange or traded in another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public in the European Union and all countries of Europe, North and South America, Asia, Australia, New Zealand and Africa are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation on the principal market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be made in good faith by the board of directors or its delegate with a view to establishing the probable price for such securities;

2) Unlisted securities are valued on the basis of their probable price as determined in good faith by the board of directors or its delegate;

3) The value of the units or shares of investment funds shall be based on the last available net asset value.

4) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

The liabilities of the Company shall include:

1) all loans and accounts payable;

2) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

3) an appropriate provision for future taxes as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

4) all other liabilities of the Company of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company may take into account all costs and expenses payable by the Company, including, without any limitation expenses connected with its establishment as well as the fees due to the investment advisor, the investment manager, the administrative agent and the custodian bank.

Moreover, the Company shall also bear the following expenses:

- all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Company;
- standard brokerage fees and bank charges incurred by the Company's business transactions;
- all fees due to the auditor and the legal advisors to the Company;
- all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, in particular, the cost of printing and distributing the annual and semi-annual reports, as well as any prospectuses;
- all expenses involved in registering and maintaining the Company registered with all governmental agencies and stock exchanges;
- all expenses incurred in connection with its operation and its management.

The Company may accrue nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods. All recurring expenses are directly charged to the Company's assets, whereas other expenses may be amortized over a period of 5 years.

The assets shall be pooled as follows:

The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the sub-fund established for that share class and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class shall be applied to the corresponding sub-fund subject to the provisions of this article. As the case may be, the proceeds from the issue of a category of shares increase the proportion of the net assets of such class attributable to the category of shares to be issued.

Where an asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant sub-fund.

In the case where an asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular sub-fund, such asset or liability shall be allocated to all the sub-funds prorata to the net asset value of each sub-fund.

When the Company incurs a liability or acquires an asset which relates to a particular sub-fund or to any action taken in connection with a particular sub-fund, such liability or asset shall be allocated to the relevant sub-fund.

For the purposes of the relations between shareholders, each sub-fund shall be treated as a single entity with its own funding, capital gains/losses, income and expenses, etc. The assets of each sub-fund affect only the liabilities of said sub-fund.

Upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any category of shares, the net asset value of such category of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

The percentage of the total net asset value allocable to each class of shares of each sub-fund shall be determined on the establishment of the Company by the ratio of the shares issued in each class to the total number of shares issued, and shall be adjusted subsequently in connection with the distributions effected and the issue and redemption of shares as follows:

1) on each occasion when a distribution is effected in respect of a class of shares, the net asset value of the shares in this class shall be reduced by the amount of the distribution (causing a reduction in the percentage of net asset value allocable to the shares of this class), whereas the net asset value of the shares of such other class shall remain unchanged (causing an increase in the percentage of net asset value allocable to such class of shares);

2) on each occasion when shares are issued or redeemed, the net asset value allocable to each class of shares shall be increased or reduced by the amount received or paid out.

For the purposes of this article:

a. shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

b. shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

c. all assets denominated in a different currency to the respective subfund's currency are converted into this respective sub-fund's currency at the last available exchange rate; and

d. effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

Art. 29. Accounting year. The fiscal year shall begin on the 1st day of October of each year and shall terminate on the 30th day of September of each year.

The accounts of the Company shall be expressed in EUR. When there shall be different classes and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into EUR and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

Art. 30. Distribution policy. Within the limits provided by law the general meeting of shareholders of each class shall, upon the proposal of the board of directors in respect of such class and category of shares, determine how the annual results shall be disposed of.

Any resolution as to the distribution to shares of a category which relates to a specific class, shall be subject only to a vote of the holders of shares of the category or categories which relate to such class.

The board of directors may decide to pay interim distributions in accordance with the law.

The payment of the distributions shall be made to the address indicated on the register of shareholders in case of registered shares and upon presentation of the distribution coupon to the agent or agents therefore designated by the Company in case of bearer shares.

The board of directors may pay the distributions at such time and place it shall determine from time to time, in the currency of the respective sub-fund or in such other currency, upon request and at the expense of the shareholders. In the latter case, the board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash distributions upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class relating to the relevant category or categories of shares.

No interest shall be paid on a distribution declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum prescribed by law.

Art. 31. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law of 2010 (the "Custodian"). All securities, cash and other permitted assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find within two months a corporation to act as custodian and upon doing so the directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The directors may determinate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 32. Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the Law of 2010

The net proceeds of liquidation corresponding to each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion to their holding in the respective sub-fund(s).

The general meeting of shareholders of any sub-fund may, at any time and upon notice from the board of directors, decide, without quorum and at the majority of the votes present or represented, the liquidation of the same sub-fund.

Furthermore, in case the net assets of any sub-fund would fall below a certain level to be decided by the board of directors or in the case the directors deem it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant sub-fund, the board of directors will be entitled, to redeem all (but not some) of the shares of that sub-fund on such period and under such conditions as laid down in the Company's sales documents. The relevant shareholders will be informed of the decision to liquidate prior to the effective date of the liquidation, in a form permitted by laws and related regulations of the countries where the relevant shares are sold.

Further to the closing of any liquidation procedure of a given sub-fund, the auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the liquidation value of the shares. The net liquidation proceed will be paid to the relevant shareholders in proportion of the shares they are holding. The closure of the liquidation of a Sub-Fund and the deposit of any unclaimed amounts with the Caisse de Consignation in Luxembourg must take place within a period of time established by laws and/or regulations. The liquidation proceeds deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg will be available to the persons entitled thereto for the period established by law. At the end of such period unclaimed amounts will revert to the Luxembourg State.

Any resolution of the board of directors to liquidate a sub-fund, will entail automatic suspension of the net asset value computation of the shares of the relevant sub-fund, as well as suspension of all subscription or conversion orders, whether pending or not. Redemption may continue provided the equal treatment between the shareholders is insured.

Furthermore, in case the net assets of any sub-fund would fall below a certain level to be decided by the board of directors or in the case the directors deem it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant sub-fund, the board of directors will be entitled, to merge that sub-fund with another sub-fund of the Company or with another Luxembourg collective investment undertaking.

A merger so decided by the board of directors or approved by the shareholders of the affected sub-fund will be binding on the holders of shares of the relevant sub-fund upon expiry of the one month prior notice thereof given to them, provided that during this one month notice period, the shareholders concerned may redeem their relevant shares without redemption charge or exchange these into shares of another sub-fund of the Company without costs (a "Free Redemption or Exchange"), and provided that a merger of a sub-fund with another Luxembourg collective investment undertaking shall, if the other collective investment undertaking is in the form of a "fonds commun de placement", only be binding on those shareholders of the Company's sub-fund who shall have approved such merger.

The Company shall inform holders of outstanding bearer shares, if any, by publication of a redemption or merger notice in such newspapers to be determined by the board of directors. Notice will be given in writing to registered shareholders.

Further to the closing of any merger procedure, the approved statutory auditor of the Company will report upon the way the entire procedure has been conducted and shall certify the exchange parity of the shares.

Art. 33. Amendments to the articles of incorporation. These articles of incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 34. Applicable law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law of 2010 and the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended).

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at 3.30 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. KÖMEN, C. LECLERC, S. LOZINGUEZ et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 janvier 2012. Relation: LAC/2012/3736. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 février 2012.

Référence de publication: 2012019673/601.

(120024262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2012.

Generali Real Estate Investments FCP-FIS, Fonds Commun de Placement.

La liquidation de Generali Real Estate Investments FCP-FIS (le "Fonds") a été clôturée avec effet le 7 novembre 2011 par Generali Immobiliare Asset Management S.à r.l., le liquidateur du Fonds.

Le liquidateur a approuvé et signé le rapport de liquidation relatif à la liquidation du Fonds.

Les avoirs du Fonds ont été distribués en nature aux détenteurs de parts du Fonds et il ne reste plus de fonds à déposer avec la Caisse de Consignation.

La documentation relative au Fonds sera gardée pendant une période de cinq ans au siège social de sa société de gestion.

Generali Immobiliare Asset Management S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012019762/1092/13.

WM Fund, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 26. Januar 2012, in Kraft trat. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 26. Januar 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012015996/11.

(120019074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2012.

beta3, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 1. Februar 2012 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 1. Februar 2012.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2012017864/11.

(120021670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2012.

beta3, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 1. Februar 2012, in Kraft trat. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 1. Februar 2012.
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2012017865/11.

(120021674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2012.

The Fine Violins Fund, FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Die Liquidation des o.g. Fonds, die am 28. Dezember 2011 von der Verwaltungsgesellschaft beschlossen wurde, ist abgeschlossen.

Das Liquidationsverfahren ist somit beendet.

Luxemburg, im Februar 2012.
The Fine Violins Fund Management S.à r.l.
Verwaltungsgesellschaft
Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2012021630/795/11.

Berenberg Renminbi Bond Opportunities UI, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Berenberg Renminbi Bond Opportunities UI, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 2. Februar 2012.
Für die Gesellschaft
Unterschrift

Référence de publication: 2012019162/12.

(120023073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2012.

ATE, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs.
R.C.S. Luxembourg B 164.477.

Rectificatif de l'acte déposé en date du 9.11.2011, N° de depot: L110177542

L'an deux mille onze, le trente-et-un octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. Myriam Francq, expert-comptable, née le 25 décembre 1953 à Eupen (B), demeurant professionnellement à L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge,

2. André Triolet, chef-comptable, né le 19 février 1959 à Grand-Halleux (B), demeurant professionnellement à L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge,

ici représentée par Mme Myriam FRANCO, prédésignée, en vertu d'une procuration donnée le 26 octobre 2011, jointe en annexe au présent acte.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de ATE.

Le siège social est établi Wiltz, Grand-Duché du Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'une agence de voyages ayant pour but l'organisation de voyages individuels ou collectifs, le transport par route, par eau et par air, la délivrance de tous titres de transport, l'organisation de services hôteliers, y compris de séjours et de forfaits, la représentations de toutes firmes, compagnies ou organismes luxembourgeois ou étrangers actifs dans le secteur du voyage et plus généralement toute activité ayant pour but d'or-

ganiser des voyages pour ses clients que ce soit par la simple vente de billets d'avion, d'autocar ou autre moyen de transport ou par l'organisation de voyages à forfait ou encore de voyages à la carte ou à thème, cette liste n'étant pas exhaustive.

En outre, la société pourra faire des prestations de coaching, de formation, de guide accompagnateur, d'organisation de team building et événementiel sous toutes ces formes: corporate de gestion, de carrière et de potentiel, sportif, d'entreprise, personnel et de groupe.

La société pourra en outre prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoise et étrangères, acquérir tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et, entre autres, acquérir des brevets et licences et se charger de leur gestion et leur mise en valeur, ainsi qu'exercer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à EUR 31 000 (trente et un mille euros) divisé en 100 (cent) actions de EUR 310,00 (trois cent et dix) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le 1^{er} lundi du mois de juin à 14,00 à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants pré qualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. André Triolet	50 actions
2. Myriam Francq	<u>50 actions</u>
Total:	100 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 31 000,00 (trente et un mille EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1500.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à 1 (un).

2. Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

A) Madame Nadine Hagendorens, commerçante, née le 14 février 1963 à Berchem (B), demeurant professionnellement à L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs,

B) Monsieur Yvan De Geyter, commerçant, né le 26 février 1963 à Etterbeek (B) demeurant professionnellement à L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs,

C) Madame Geneviève Van der Wielen, née le 3 février 1954 à Verviers (B), domiciliée B-4000 Liège, 39, Montagne de Bueren

D) Madame Christiane Mannaerts, retraitée, née le 26 décembre 1940 à Bruxelles, domiciliée B-1083 Ganshoren, 117/5 Av. Marie de Hongrie

3) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, la société Fiduciaire Treuconsult S.A. L-1945 Luxembourg 3, rue de la Loge.

4) Sont appelés aux fonctions d'administrateur -délégués Monsieur Yvan De Geyter et Madame Nadine Hagendorens, prénommés.

5) Les mandats des administrateurs, administrateurs-délégués et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

5) Le siège social est fixé au L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, connues du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Francq et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 03 novembre 2011. LAC/2011/48803. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012004889/162.

(120004531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Julienne Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 135.962.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand eleven, on the twenty-eighth day of the month of December.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

KBC Real Estate, a company organized and incorporated under the Belgian law, with registered office at 12, avenue du Port, B-1080 Molenbeek-Saint-Jean, registered with BCE under enterprise number 0404.040.632,

duly represented by Mr Patrick VAN HEES, jurist residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, requests the undersigned notary to enact the following:

- That the company Julienne Sàrl, in liquidation, with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 135.962, was incorporated on the 1st day of February 2008 by deed of Me Marc LECUIT, civil law notary residing in Mersch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 553 of 5 March 2008, (the "Company");

- That it holds 100% of the corporate capital of the company Julienne Sàrl so that it is the sole member of the Company;

- The Company has been put into liquidation today 28 December 2011 by deed of the undersigned notary, with appointment of BDO Tax & Accounting, with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1911 Luxembourg, as liquidator;

- AUDIEX S.A., with registered office at 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, has been appointed as auditor to the liquidation by deed under private seal on 28 December, 2011.

All this being declared, the appearing party, represented as stated hereabove, takes the following resolutions:

First resolution

The sole member, having taken notice of the report of the auditor to liquidation, approves the said report.

The said report, after signature “ne varietur” by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will be attached to the present deed to be registered with it.

Second resolution

The sole member gives full discharge to the former managers, to the liquidator and to the auditor to liquidation for their respective assignments.

Third resolution

The sole member pronounces the closing of the liquidation.

Fourth resolution

The sole member decides that the accounts and other documents of the Company will remain deposited with BDO Tax & Accounting for a period of five years and that all the sums and assets eventually belonging to members and creditors who are not present at the end of the liquidation will be deposited at the same place for the benefit of whom it may concern.

Fifth resolution

The sole member decides to grant all powers to the owner of a true copy of the present deed in view of the final settlement of the Company's accounts and of the fulfillment of all formalities, including the cancellation of the Company's inscription.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with us, Notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

KBC Real Estate, une société constituée et existant sous la loi belge, ayant son siège social au 12, avenue du Port, B-1080 Molenbeek-Saint-Jean, immatriculée auprès de la BCE sous le numéro d'entreprise 0404.040.632,

ici représentée par Monsieur Patrick VAN HEES, juriste demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société Julienne Sàrl, en liquidation, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 135.962, a été constituée en date du 1^{er} février 2008 suivant un acte reçu par Me Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 553 du 5 mars 2008, (la «Société»);

- Qu'elle détient 100% du capital de la société Julienne Sàrl, de sorte qu'elle est l'associée unique de la Société;

- Que la Société a été mise en liquidation aujourd'hui 28 décembre 2011, suivant acte reçu par le notaire instrumentant, comprenant nomination de BDO Tax & Accounting, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1911 Luxembourg, comme liquidateur;

- Qu'AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, a été nommée commissaire de contrôle à la liquidation suivant acte sous seing privé du 28 décembre 2011.

Tout ceci ayant été déclaré, la comparante, représentée comme dit ci-avant, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire de contrôle à la liquidation, approuve ledit rapport.

Le rapport du commissaire de contrôle à la liquidation, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Seconde résolution

L'associée unique donne décharge pleine et entière aux gérants, au liquidateur et au commissaire de contrôle à la liquidation, pour l'exercice de leur mandat respectif.

Troisième résolution

L'associée unique prononce la clôture de la liquidation.

Quatrième résolution

L'associée unique décide que les livres et documents sociaux resteront déposés auprès de BDO Tax & Accounting et conservés pendant cinq ans et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux associés ou aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

Cinquième résolution

L'associée unique décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'une expédition des présentes en vue de parfaire la finalisation des comptes de la Société et l'achèvement de toutes formalités de liquidation, en ce comprise la radiation de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. VAN HEES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2011. LAC/2011/58912. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005098/108.

(120004995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

AB Cars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4702 Pétange, 23, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 135.877.

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Anonyme "AB CARS", ayant son siège social au 2A rue de Steinfort, L-8476 Eischen, R.C. Luxembourg section B numéro 135877, constituée suivant acte reçu le 7 janvier 2008 par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 517 du 29 février 2008.

L'assemblée est présidée par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Sara Lecomte, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'actionnaire représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée et annexée avec la procuration, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 1.000 (mille) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

19609

Ordre du jour:

- 1.- Transfert du siège social,
 - 2.- Modification afférente de l'article 3 des statuts,
 - 3.- Acceptation de la démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes.
- Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société dans la ville de Pétange.
Le siège social de la société sera établi à compter de ce jour au 23 rue Robert Krieps, L-4702 Pétange.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de la société European Management Fiduciary S.A., de sa fonction de commissaire aux comptes et lui donne décharge pleine et entière pour la période de l'exercice de son mandat.

L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la société M.P.M. International S.A. ayant son siège social au 30 route de Luxembourg, L-6916 Roodt-sur-Syre et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-69702. La société M.P.M. International S.A. terminera le mandat de la société European Management Fiduciary S.A. démissionnaire, et son mandat viendra à échéance lors de la tenue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2012.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. GIBERT, S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 28 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58600. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, 05 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005493/54.

(120005065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

FMPC s.c.i., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 443, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg E 4.669.

—
STATUTS

Entre les soussignés:

- 1) Monsieur AULNER Philippe, indépendant
demeurant à L-3543 Dudelange, 22, rue Pasteur
- 2) Monsieur KOENER Camille, indépendant,
demeurant à L-3513 Dudelange, 9, rue Emile Ludwig
- 3) Monsieur PASCOLINI Fernando, indépendant,
demeurant à L-3473 Dudelange, 13, rue Foxenhiel
- 4) Monsieur JOVANOVIC Mile, indépendant,
demeurant à L-3588 Dudelange, 20, rue Lauenburg

il a été convenu de dresser les statuts d'une société civile immobilière qu'ils entendent constituer entre eux comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège

Art. 1^{er}. La société civile immobilière prend la dénomination: «FMPC s.c.i.».

Art. 2. La société a pour objet l'achat, la vente, la construction, l'aménagement, la gestion, l'administration et la mise en valeur d'un ou de plusieurs immeubles, en dehors de toutes opérations commerciales ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet principal.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

La dissolution de la société ne peut être décidée par les associés qu'avec les majorités prévues pour la modification des statuts. Toutefois, chaque associé peut céder ses parts conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts.

Art. 4. Le siège de la société est établi à L-2220 Luxembourg, 443, rue de Neudorf.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des gérants.

Titre II. - Capital - Apports - Parts

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de deux mille euros (2.000,- €), divisé en quatre (4) parts sociales de cinq cents euros (500,- €) chacune.

Il a été souscrit comme suit:

a) Monsieur AULNER Philippe, préqualifié, cinq cents parts sociales	500
b) Monsieur KOENER Camille, préqualifié, cinq cents parts sociales	500
c) Monsieur PASCOLINI Fernando, préqualifié, cinq cents parts sociales	500
d) Monsieur JOVANOVIC Mile, préqualifié, cinq cents parts sociales	500
Total: deux mille parts sociales	2.000

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux mille euros (2.000,- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé, en observant l'article 1690 du Code civil. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort par un associé à des non-associés (à l'exception des descendants en ligne directe) que moyennant l'agrément unanime des autres associés.

Art. 7. Les associés supportent les pertes de la société proportionnellement à leurs parts dans la société. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Titre III. - Administration

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés à la majorité des voix. Le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la société et faire et autoriser tous actes et opérations nécessaires à la réalisation de son objet social.

La société est engagée à l'égard des tiers, soit par la signature conjointe des gérants, soit par la signature individuelle du gérant unique.

Art. 9. Le bilan est soumis à l'approbation des associés qui décident de l'emploi des bénéfices. En cas de distribution de bénéfice, les bénéfices sont répartis entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Art. 10. Le vote des délibérations de l'assemblée des associations, sur tous les points y compris les modifications statutaires, est déterminé, par la majorité des trois quarts des votes des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les affaires de la société l'exigent sur convocation du ou des gérant(s) et sur convocation d'un ou de plusieurs associés. Pareille convocation doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée.

Titre IV. - Exercice social

Art. 12. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par dérogation le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2010.

Titre V. - Dissolution - Liquidation

Art. 13. La société ne prend pas fin par la mort, l'interdiction, la déconfiture ou la faillite d'un associé ou du ou des gérant(s).

Art. 14. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s), à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Titre VI. - Dispositions générales

Art. 15. Les articles 1832 à 1872 du code civil ainsi que les modifications apportées au régime des sociétés civiles par la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations incombant à la société en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à cinq cents euros (500,- €).

Réunion des associés

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarent se réunir à l'instant en assemblée générale extraordinaire et prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Monsieur AULNER Philippe, indépendant,
demeurant à L-3543 Dudelange, 22, rue Pasteur

Monsieur KOENER Camille, indépendant,
demeurant à L-3513 Dudelange, 9, rue Emile Ludwig

Monsieur PASCOLINI Fernando, indépendant,
demeurant à L-3473 Dudelange, 13, rue Foxenhiel

Monsieur JOVANOVIC Mile, indépendant,
demeurant à L-3588 Dudelange, 20, rue Lauenburg

préqualifiés, sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée.

2) La société est engagée par la signature conjointe des quatre gérants.

3) Le siège social est fixé à L-2220 Luxembourg, 443, rue de Neudorf.

Fait et dressé en double à Dudelange, le 4 mai 2010.

Koener Camille / Pascolini Fernando / Aulner Philippe / Jovanovic Mile
Les associés

Déclaration pour l'Enregistrement

1. Pour les besoins de l'enregistrement, il est déclaré qu'entre les soussignés il est formé une société civile immobilière sous la dénomination: «FMPC s.c.i.».

2. La société a pour objet l'achat, la vente, la construction, l'aménagement, la gestion, l'administration et la mise en valeur d'un ou de plusieurs immeubles, en dehors de toutes opérations commerciales ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet principal.

3. La société ci-avant constituée est une société entre Messieurs JOVANOVIC Mile, KOENER Camille, PASCOLINI Fernando et AULNER Philippe.

4. Le capital social de deux mille euros (2.000,- EURO).

5. Le siège social est fixé à L-2220 Luxembourg, 443, rue de Neudorf.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 mai 2010. Relation: LAC/2010/20985. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Releveur (signé): Conny SCHUMACHER.

Fait et dressé en double à Dudelange, le 4 mai 2010.

Koener Camille / Pascolini Fernando / Aulner Philippe / Jovanovic Mile
Les associés

Référence de publication: 2012006124/108.

(120004952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Marianne 2000 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 101.960.

—
Extrait des décisions de l'Associé Unique en date du 19 décembre 2011:

1) L'Associé Unique prend acte de la démission de Monsieur Rémy MENEGUZ de son poste de gérant et décide de nommer à la fonction de gérant Monsieur Roland DE CILLIA, Expert-Comptable, né le 16.03.1968 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;

2) L'Associé Unique prend acte de l'adresse professionnelle de Monsieur Giovanni VITTORE, gérant, au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;

3) L'Associé Unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MARIANNE 2000 S.à r.l.

Référence de publication: 2012005160/17.

(120004792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

TBL PG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 153.966.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2011.

Référence de publication: 2012005319/11.

(120004414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Les Espaces d'Eich S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 125.114.

—
Le bilan au 31 décembre 2010 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012005830/9.

(120005799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

A.M.Z. EUROP SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8821 Koetschette, 1, ZI du Riesenhof.
R.C.S. Luxembourg B 152.454.

—
L'an deux mille onze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

s'est réunie l'assemblée générale extra-ordinaire de la société anonyme "A.M.Z. EUROP SA", ayant son siège social à L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer (matr: 2010 2206 232),

constituée suivant acte reçu par le notaire Roger Arrensdorff, de résidence à Mondorf, en date du 26 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1061 du 20 mai 2010,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro d'immatriculation B 152.454.

La séance est ouverte à 15,30 heures sous la présidence de Monsieur Grégory HUBERT, employé, demeurant à B-6670 Gouvy, 13, rue de la Grotte, ici présent et ce-acceptant.

L'assemblée renonce à la nomination d'un scrutateur et d'un secrétaire.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

1. Que Monsieur le Président déclare que Monsieur Ahmed ZA F, indépendant, demeurant à NL-3024 Rotterdam (Pays-Bas), 94, Molen de Beerakade, est l'actionnaire unique de la société qu'il représente en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée à Rombach le 12 octobre 2011, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur», restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

2. Que les mille (1.000) actions, représentatives du capital social, sont toutes représentées à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire présent et représenté reconnaissent dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre de jour qui lui a été communiqué au préalable.

3. Que, dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre de jour, conçu comme suit:

- a) Changement du siège social et de la première phrase de l'article 3 des statuts.
- b) Démission d'administrateurs et confirmation d'administrateur unique.
- c) Démission de commissaire et nomination de commissaire
- d) Nomination de représentant administratif
- e) Divers

Ce fait exposé et reconnu exact par l'assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

a) A l'unanimité l'assemblée générale décide de déplacer le siège social de Mondorf à L-8821 Koetschette ZI du Riesenhof No.1 et de changer en conséquence la première phrase de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège de la société est établi dans la commune de Rambrouch.»

b) A l'unanimité l'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Ivo ELEN, indépendant, demeurant à B- 3290 Diest, 6, Oude Baan et de Monsieur Najib KASMI, employé privé, demeurant à NL-3023 Rotterdam, Gerrit Jan Mulderstraat 34a de leurs fonctions d'administrateur avec décharge de l'exercice de leurs fonctions.

Monsieur Ahmed ZAÂF, préqualifié, restera seul administrateur de la société avec pouvoir de l'engager par sa seule signature et ce pour une durée de 6 ans à partir des présentes.

c) A l'unanimité l'assemblée générale décide d'accepter la démission de la société FRAXINUS B.F. BVBA avec siège social à Opwijk en Belgique, 142, Klarstraat de sa fonctions de commissaire avec décharge de l'exercice de ses fonctions et de nommer en son remplacement pour une durée de six ans la Fiduciaire Comptable Comptafisc avec siège social à L-8832 Rombach-Martelange, 18, route de Bigonville, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 144.397.

d) A l'unanimité l'assemblée générale décide de nommer Monsieur Jean-Pierre DEBATY, demeurant à B-5000 Namur, avenue Baron L.Huart 22 comme représentant administratif avec pouvoir avec sa seule signature opérer des dépôts d'argent sur le compte de la société.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 15.35 heures.

Déclaration du comparant

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 1355 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef des présentes à environ six cent euros (600.- €).

Les frais des présentes sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite, le comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Grégory HUBERT, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 3 janvier 2012. Relation: DIE/2012/103. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012004859/70.

(120004620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

TLC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 89, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 122.853.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012005320/10.

(120004822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Advent OT (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 164.594.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005457/10.

(120005188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Advent OT (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 162.884.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005458/10.

(120005216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Fiduciaire AGENA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 4B, rue Hau.
R.C.S. Luxembourg B 80.158.

DISSOLUTION

L'an deux mille onze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, soussigné.

A comparu:

Christian GSELL, expert-comptable, demeurant à L-5752 Frisange, 4B, rue Hau.

Le comparant expose ce qui suit:

1) Il s'est rendu propriétaire de la totalité des actions de Fiduciaire AGENA S.A., avec siège social à L-5752 Frisange, 4B, rue Hau, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 80.158, constituée suivant acte du notaire Georges D'HUART de Pétange en date du 15 janvier 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 670 du 24 août 2001, modifiée suivant acte du notaire instrumentant en date du 16 mai 2007, publié au dit Mémorial C, numéro 1434 du 12 juillet 2007, modifié suivant acte du notaire instrumentant en date du 20 mars 2009, publié au dit Mémorial C, numéro 879 du 24 avril 2009,

et dont le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille actions (1.000) de trente et un euros (EUR 31,-) chacune, entièrement libérées.

2) L'activité de la Société a cessé.

3) Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société, il prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet au 31 décembre 2011.

4) Il se désigne comme liquidateur de la Société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la Société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné et qu'enfin, par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et donc non encore payés, il assume irrévocablement l'obligation de les payer de sorte que tout le passif de la Société est réglé.

5) L'actif restant est attribué à l'actionnaire unique.

- 6) La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.
 7) Décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société.
 8) Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social.
 9) Déclaration que, conformément à la loi du 12 novembre 2004, l'actionnaire actuel est le bénéficiaire économique de l'opération.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: GSELL, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 23 décembre 2011. Relation: REM/2011/1800. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012004999/42.

(120005050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

MCP-Pharmetics III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 165.894.

—
 STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twentieth day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

MCP III Investment S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154.543, here duly represented by Régis Galiotto, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a "société à responsabilité limitée" which such party declares to incorporate.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", private limited liability company under the name "MCP-Pharmetics III S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "sociétés à responsabilité limitée".

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder of the Company, or as the case may be, by means of a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire

by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may use its funds to invest in real estate property, to create, administrate, develop and sell its assets, as they may be composed from time to time, to participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries or affiliated companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is established for an unlimited duration.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand Canadian Dollars (20,000.-CAD) represented by twenty thousand (20,000) shares, in registered form, having a par value of one Canadian Dollar (1.-CAD) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.3. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law. The decision to redeem the Company's own shares shall be taken by a unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100%) of the share capital and shall automatically entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares. If the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B) being understood that any class B manager should be a manager residing in Luxembourg. The manager(s) need not be shareholder(s) of the Company.

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the sole shareholder or to the general meeting of shareholders, as the case may be, fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company.

8.3. In case the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the board of managers shall be understood as a reference to the sole manager.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting. Except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and provided that (i) at least one class A manager and (ii) all class B managers vote in favour of the resolution. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held.

Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least one A manager and one B manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders**Art. 12. Powers and Voting rights.**

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

13.4. Any resolution of the board of managers of the Company in relation to the appointment of manager(s) in subsidiaries of the Company will require the prior approval of the sole shareholder of the Company or, as the case may be, the prior unanimous resolution of the general meeting of the shareholders of the Company.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of the same year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of shareholders;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the sole shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory Measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2012.

Subscription and Payment

The twenty thousand (20,000) shares (the "Shares"), representing an amount of twenty thousand Canadian Dollars (20,000.-CAD), have been subscribed by MCP III Investment, S.à r.l., prenamed, together with a share premium amounting to one hundred twenty thousand four hundred twenty Canadian Dollars and ninety seven cents (120,420.97.-CAD) (the "Share Premium") through the contribution in kind as described below.

Description of the contribution

The contribution made by the Contributor, in exchange of the issuance of the Shares and the payment of the Share Premium consist in the shares held by MCP III Investment S.à r.l. in 7638973 CANADA INC, a corporation under the laws of Canada, having its registered office at 3695 Autoroute des Laurentides, H7L 3H7 Montréal, State of Québec, Canada (the "CanCo Shares") (the "Contribution").

Valuation

The net value of the Contribution amounts at least to one hundred forty thousand four hundred twenty Canadian Dollars and ninety seven cents (140,420.97-CAD).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 20 December 2011, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the contribution's existence

A proof of the contributions has been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.-EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

As A Managers:

- April Evans, born on 20 April 1955 in Baltimore, Maryland, United States of America, with professional address at Two Canal Park, Cambridge, Massachusetts 02141, United States of America; and
- Jennifer Abou-Ezzeddine, born on 12 June 1979 in Salem, Massachusetts, United States of America, with professional address at Two Canal Park, Cambridge, Massachusetts 02141, United States of America, and

As B Managers:

- Sharon Taylor, born on 13 November 1969 in Hexham, United Kingdom, with professional address at 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and
- Philippe Leclercq, born on 18 May 1968 in Liege, Belgium, with professional address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

According to article 10, the Company shall be bound by joint signature of one category A manager and one category B manager.

2) The Company shall have its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingtième jour de décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

MCP III Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro, B 154.543 (l'«Apporteur»), ici représentée par

M. Régis Galiotto, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Cette procuration paraphée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, à requis du notaire qu'il rédige comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée que la comparante souhaite constituer:

I. Dénomination - Siège social - Objet social Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «MCP-Pharmetics III S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement

en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, par résolution de l'assemblée générale des associés délibérant de la même manière que celle requise pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé, par décision du conseil de gérance de la Société, des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre les activités normales de la Société au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra utiliser ses fonds pour investir dans des biens immobiliers, pour créer, administrer, développer et céder ses actifs tels qu'ils sont composés à une époque déterminée, participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par voie de placement privé seulement, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales ou sociétés affiliées. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales ou sociétés affiliées. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre le risque de crédit, le risque de change, le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt et tout autre risque.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille Dollars Canadiens (20.000.CAD), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un Dollar Canadien (1 CAD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant de la même manière que celle requise pour la modification des Statuts.

5.3. La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales. La décision de racheter les parts sociales de la Société sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100%) du capital social et entraînera automatiquement une réduction du capital social par l'annulation de toutes les parts sociales rachetées. Si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables suffisantes sont disponibles quant au surplus du prix de rachat.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé qui le requiert.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé de deux classes de gérants (A et B) étant entendu que tout gérant de classe B devra être un gérant résidant au Luxembourg. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associés.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, le cas échéant, par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus d'un gérant, le conseil de gérance de la Société.

8.3. Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au conseil de gérance devra être entendue comme la référence au gérant unique.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Aucune convocation préalable n'est requise si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par courrier ou télécopie ou tous autres moyens électroniques de communication y compris le courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et pourvu qu'(i) au moins un gérant de classe A et que (ii) tous les gérants de classe B votent en faveur de la résolution. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation aux réunions par un de ces moyens équivaut à une participation en personne aux réunions.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentations. La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers, par les signatures conjointes d'au moins un gérant A et d'un gérant B de la Société ou par la ou les signature(s) simple ou conjointes de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article

8.2. des présents Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

13.4. Toutes résolutions prises par le conseil de gérance de la Société concernant la nomination de gérants au sein des filiales de la Société requièrent l'accord préalable de l'associé unique de la Société ou, le cas échéant, une résolution unanime préalable de l'assemblée générale des associés de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe présentant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, de l'auditeur statutaire (s'il y en a) et des associés à l'égard de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le conseil de gérance:

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'assemblée générale des associés;

(iv) le paiement est fait des lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, par résolution de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Disposition Générale. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions Transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2012.

Souscription et Libération

Les vingt mille (20.000) parts sociales (les «Parts Sociales») représentant un montant de vingt-mille Dollars Canadiens (20.000 CAD), ont été souscrites par MCP III Investment S.à r.l, prénommée, ensemble avec la prime d'émission d'un montant de cent vingt mille quatre cent vingt Dollars Canadiens et quatrevingt-dix-sept Cents (120.420,97 CAD) (la «Prime d'Emission») par la voie de l'apport de l'apport en nature décrit ci-dessous.

Description de l'apport

L'apport réalisé par l'Apporteur en échange de l'émission des Parts Sociales et du paiement de la Prime d'Emission consiste dans les parts sociales détenues par l'Apporteur dans 7638973 CANADA, une société de droit canadien («corporation»), ayant son siège social au 3695 Autoroutes des Laurentides, H7L 3H7 Montréal, Etat de Québec, Canada (les «Parts Sociales de CanCo») (l'«Apport»).

Evaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à au moins cent quarante mille quatre cent vingt Dollars Canadiens quatre-vingt-dix-sept Centimes (140.420,97 CAD).

Pareille évaluation a été approuvée par les gérants de la Société suivant une déclaration sur la valeur de l'apport datée du 20 décembre 2011, qui demeurera attachée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités d'enregistrement.

Preuve de l'Apport

Une preuve de l'Apport a été produite au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la société pour une durée indéterminée:

Comme Gérants de classe A:

- April Evans, née le 20 avril 1955 à Baltimore, Maryland, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Two Canal Park, Cambridge, Massachusetts 02141, Etats-Unis d'Amérique; et
- Jennifer Abou-Ezzeddine, née le 12 juin 1979 à Salem, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle à Two Canal Park, Cambridge, Massachusetts 02141, Etats-Unis d'Amérique; et

Comme Gérants de classe B:

- Sharon Taylor, née le 13 November 1969 à Hexham, Royaume Uni, avec adresse professionnelle à 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- Philippe Leclercq, né le 18 mai 1968 à Liège, Belgique, avec adresse professionnelle à 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Conformément à l'article 10, la Société sera liée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

2) Le siège social de la Société est établi au 7A, rue Robert Stümper, L2557 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, es qualités qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2011. Relation: LAC/2011/59220. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le cinq janvier de l'an deux mille douze.

Référence de publication: 2012004487/469.

(120003402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2012.

AB Cars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8476 Eischen, 2A, rue de Steinfort.

R.C.S. Luxembourg B 135.877.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 63539 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012005494/10.

(120005070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

**Galileo Global Education Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. MBSP 3 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 112.500,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 149.466.

In the year two thousand and twelve, on the fifth day of the month of January.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Maître Ana Bramao, maître en droit, residing in Luxembourg, on behalf of IM 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 164858, by virtue of a proxy hereto attached, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of MBSP 3 S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, incorporated by deed of Maître Paul Bettingen, notary residing then in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg of 18 November 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2458 of 17 December 2009 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 149466. the articles of incorporation of the Company have been amended once by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 9 November 2011, not yet published at the Mémorial. The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all one hundred twelve thousand five hundred (112,500) shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on the sole item of the agenda.
2. The item on which a sole resolution was to be passed is as follows:

Agenda

To amend the name of the Company from "MBSP 3 S.à r.l." to "Galileo Global Education Luxco S.à r.l."; consequential amendment of article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

" Art. 1. Name. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", private limited liability company under the name "Galileo Global Education Luxco S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 as amended and of December 28th, 1992 as amended on "Société à responsabilité limitée."

After consideration of the agenda above the Sole Shareholder took the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the name of the Company from "MBSP 3 S.à r.l." to "Galileo Global Education Luxco S.à r.l." and resolved to consequently amend article 1 of the articles of incorporation of the Company as set forth in the agenda above.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at € 1,300.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le cinquième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg,

a comparu:

Maître Ana Bramao, maître en droit, résidant à Luxembourg, pour le compte de IM 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand Duché de Luxembourg, avec son siège social au 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 164858, en vertu d'une procuration ci-jointe, étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de MBSP 3 S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 31 Grand-rue, L1661 Luxembourg, constituée suivant un acte reçu de Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven, Grand Duché de Luxembourg du 18 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2458 du 17 décembre 2009 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 149466. Les statuts de la Société ont été modifiés une fois par un acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg daté du 9 novembre 2011, non encore publié au Mémorial. La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient toutes les cent douze mille cinq cent (112.500) parts sociales en émission dans la Société de sorte que des décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Le point sur lequel la résolution unique devait être passée était le suivant:

Ordre du jour

De modifier le nom de la Société de «MBSP 3 S.à r.l.» en «Galileo Global Education Luxco S.à r.l.»; et modifier en conséquence l'article 1 des statuts de la Société afin qu'il se lise comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Galileo Global Education Luxco S.à r.l." (la "Société"), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les sociétés commerciales (la "Loi"), et les lois du 18 septembre 1933 telle que modifiée et 28 décembre 1992 telle que modifiée sur les sociétés à responsabilité limitée.»

Après avoir considéré ce qui précède, l'Associé Unique a pris la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé de modifier le nom de la Société de «MBSP 3 S.à r.l.» en «Galileo Global Education Luxco S.à r.l.» et a décidé en conséquence de modifier l'article 1 des statuts de la Société tel qu'énoncé dans l'ordre du jour ci-dessus.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui seront supportés par la Société sont estimés à € 1.300,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A.Bramao, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2012. Relation: EAC/2012/328. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005166/91.

(120004556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

H.12 Schuttrange "Novus", Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 46.279.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2012005746/11.

(120005211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

SOMA Lux SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 137.564.

In the year two thousand and eleven on the twenty-seventh of December.

Before Maître Joseph ELVINGER, Notary Public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, the undersigned,

There appeared:

Apollo Special Opportunities Managed Account, L.P., a limited partnership, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware 19808, USA registered with the Secretary of the State of Delaware with registration 4292903 here represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 22nd, 2011;

The proxy "ne varietur" signed by the proxyholder and the undersigned notary shall be annexed to the present deed.

The Sole Shareholder has requested to the undersigned notary to record that it is indeed the sole shareholder of SOMA Lux SPV S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under Section B, number 137564 (the "Company").

The Shareholder, represented as above mentioned, acknowledged to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Conversion of the current share capital of twelve thousand five hundred Pound Sterling (GBP 12,500) (1GBP= 1,54928 USD), represented by six thousand two hundred fifty (6,250) Class A Ordinary shares and six thousand two hundred fifty (6,250) Class A PESC's having a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each to nineteen thousand three hundred sixty-six dollars of the United States of America (USD 19,366), represented by nine thousand six hundred eighty-three (9,683) Class A Ordinary shares and nine thousand six hundred eighty-three (9,683) Class A PESC's shares having a par value of one dollar (USD1) each.

2. Increase of the share capital of the Company up to twenty thousand dollars of the United States of America (USD 20,000) represented by ten thousand (10,000) Class A Ordinary Shares and ten thousand (10,000) Class A PESC's shares having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-) each through the issuance of three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) PESCOs shares having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-) each.

3. Subsequent amendment of article 5.1 of the Articles of Incorporation.

4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder decides what follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of the share capital of the Company from British Pounds (GBP) to United States Dollars (USD) with immediate effect as of today, according to the exchange rate of GBP 1 = USD 1,54928 and to fix the share capital to nineteen thousand three hundred sixty-six dollars of the United States of America (USD 19,366), represented by nine thousand six hundred eighty-three (9,683) Class A Ordinary shares and nine thousand six hundred eighty-three (9,683) Class A PESC's shares having a par value of one dollar (USD1) each.

Second resolution

It is decided to increase the corporate capital by an amount of USD 634 (six hundred and thirty-four United States Dollars) so as to raise it from its present amount of USD 19,366 (nineteen thousand three hundred sixty-six dollars of

the United States of America) to USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), by the issue of three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) PESCS shares having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-) each.

It is decided to admit to the subscription of the three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) PESCS shares having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-) each, the sole shareholder, Apollo Special Opportunities Managed Account, L.P.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon the prenamed subscriber, represented by Mrs Rachel UHL, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy;

declares to subscribe to the three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) Class A ordinary shares and three hundred seventeen (317) PESCS shares and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of USD 634 (six hundred and thirty-four United States Dollars), as was certified to the undersigned notary.

Third resolution

As a result of the foregoing resolution, article 5.1 of the Articles of Incorporation must be amended and hence shall read from now on as follows:

“ **5.1.** The share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), represented by ten thousand (10,000) Class A Ordinary shares and ten thousand (10,000) Class A PESC's shares having a par value of one dollar (USD1) each, all subscribed and fully paid-up.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the amendment of the Articles of Incorporation are estimated at two thousand Euros (EUR 2,000.-).

The undersigned Notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; and in case of divergences between the English and the French version, the text in English will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned Notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned Notary by her/his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned Notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Apollo Special Opportunities Managed Account, L.P., une limited partnership de l'Etat du Delaware, ayant son siège social c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware 19808, USA inscrite au Registre des sociétés de l'Etat du Delaware, sous le numéro 4292910, ("l' Associé Unique") représentée aux fins des présentes par Madame Rachel UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 22 décembre 2011;

Ladite procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

L'associé unique a requis le notaire instrumentant d'acter que l' Associé est le seul et unique associé de SOMA Lux SPV S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 137564 (la «Société»).

L'associé unique représenté comme indiqué ci-avant, reconnaisse avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Conversion de la devise du capital social de douze mille cinq cents Pound Sterling (GBP 12.500.-) (1GBP= 1,54928 USD), représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales A ordinaires et six mille deux cent cinquante (6.250) PESC's de classe A ayant une valeur nominale de un Pound Sterling (GBP 1.-) chacune à dix-neuf mille trois cent soixante-six USD Dollars (USD 19.366), représenté par neuf mille six cent quatre-vingt-trois (9.683) parts sociales ordinaires de classe A et neuf mille six cent quatre-vingt-trois (9.683) certificats de parts privilégiées de classe A ayant une valeur nominale de un dollar (USD 1) chacune.

2. Augmentation du capital social de la Société pour le porter à vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000), représenté par dix mille (10.000) parts sociales ordinaires de classe A et dix mille (10.000) certificats de parts privilégiées de classe A ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1) par l'émission de trois cent dix-sept (317) parts sociales ordinaires de classe A et trois cent dix-sept (317) certificats de parts privilégiées de classe A, ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1) chacune.

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des Statuts de la Société.

4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'associé décide ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique a décidé de changer la devise du capital social de la Société de Livres Sterling (EUR) en dollar américain (USD) avec effet immédiat selon le taux de change 1 GBP= 1,54928 USD) et de fixer le capital social de la Société à dix-neuf mille trois cent soixante-six USD Dollars (USD 19.366), représenté par neuf mille six cent quatre-vingt-trois (9.683) parts sociales ordinaires de classe A et neuf mille six cent quatre-vingt-trois (9.683) p certificats de parts privilégiées de classe A, ayant une valeur nominale de un dollar (USD 1) chacune.

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de six cent trente-quatre dollars américains (USD 634) pour le porter de son montant actuel de dix-neuf mille trois cent soixante-six dollars américains (USD 19.366) à vingt mille dollars américains (USD 20.000) par l'émission de trois cent dix-sept (317) parts sociales ordinaires de classe A et trois cent dix-sept (317) certificats de parts privilégiées de classe A, ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1) chacune.

Il est décidé d'admettre à la souscription des trois cent dix-sept (317) parts sociales ordinaires de classe A et trois cent dix-sept (317) parts sociales PESC's ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1) chacune, l'associé unique Apollo Special Opportunities Managed Account, L.P.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite le souscripteur prédésigné, représentés par Madame Rachel UHL, prénommée, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant;

a déclaré souscrire aux trois cent dix-sept (317) parts sociales ordinaires de classe A et trois cent dix-sept (317) certificats de parts privilégiées de classe A, ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis (USD 1) chacune, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de six cent trente-quatre dollars américains (USD 634), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat bancaire.

Troisième résolution

Suite à la résolution mentionnée ci-dessus, l'article 5.1 des Statuts de la Société est modifié avec effet immédiat et se lira désormais comme suit:

"Le capital social est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000) représenté par dix mille (10.000) parts sociales ordinaires de classe A et dix mille (10.000) certificats de parts privilégiées de classe A, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison de la modification des Statuts sont évalués à deux mille Euros (EUR 2.000,).

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, les jour mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle/ il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 28 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58601. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, 05 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005289/151.

(120004575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Acron Lux Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 164.659.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005497/10.

(120005109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

AI Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 140.619.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005503/10.

(120005202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Novaprint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 31, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 87.227.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2011 que:

- Les mandats des administrateurs:

- * Monsieur Armand LAMBERT, demeurant à L-3738 Rumelange, 1, rue Emile Lux, né le 30.07.1954 à Luxembourg.
- * Monsieur Max MEYER, demeurant à L-8508 Redange, 36, rue de Reichlange, né le 04.07.1954 à Luxembourg.
- * Monsieur Claudio BRUNETTI, demeurant à L-3761 Tetange, 40, rue Thomas Byrne, né le 16.12.1963 à Esch-Alzette
- * Monsieur Marc WAGENER, demeurant à L-1467 Luxembourg, 77, rue Henri Entringer, né le 26.08.1965 à Luxembourg
- * Monsieur Frank ARENDT, demeurant à L-5898 Syren, 12, Wieweschgässel, né le 20.10.1967 à Luxembourg
- * Monsieur Jürgen SIEGLE, demeurant à L-8077 Bertrange, 3, Impasse Quatre Saisons, né le 18.04.1974 à Schorndorf (Allemagne)

sont reconduits pour une nouvelle période d'un an, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur l'exercice 2011.

- L'assemblée générale nomme:

- * Monsieur Karl-Heinz KESSEL, né le 20 avril 1954 à Neumagen, demeurant Jakobstr. 7, D-54290 Trier, comme administrateur pour une durée d'un an, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur l'exercice 2011.

- Les mandats des administrateurs-délégués:

- * Monsieur Armand LAMBERT, demeurant à L-3738 Rumelange, 1, rue Emile Lux, né le 30.07.1954 à Luxembourg
 - * Monsieur Max MEYER, demeurant à L-8508 Redange, 36, rue de Reichlange, né le 04.07.1954 à Luxembourg
 - * Monsieur Claudio BRUNETTI, demeurant à L-3761 Tetange, 40, rue Thomas Byrne, né le 16.12.1963 à Esch-Alzette
- sont reconduits pour une nouvelle période d'un an, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur l'exercice 2011.

L'Assemblée générale décide de donner mandat à la société PriceWaterHouseCoopers, avec siège social à L - 1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, R.C. Luxembourg No B 65 477 pour réviser les comptes de la société pour l'exercice 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2011.

Référence de publication: 2012005189/34.

(120004453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Arpège, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 56.793.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille onze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société «ARPEGE», une société anonyme ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, constituée en date du 7 novembre 1996, suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 31 du 27 janvier 1997, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 56793.

La société a été mise en liquidation en date du 24 avril 2009 suivant un acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1169 du 15 juin 2009 comprenant nomination d'ODESSA SECURITIES S.A., ayant son siège social à Panama, Salduba Building, 53rd Street East, en tant que liquidateur.

AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, a été nommée commissaire de contrôle à la liquidation par acte sous seing privé en date du 29 novembre 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

Le Président nomme comme secrétaire Madame Myriam WAGNER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

Le bureau ainsi constitué, dresse la liste de présence, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations, pour être soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Que le capital social de la société prédésignée s'élève actuellement à EUR 31.250 (trente et un mille deux cent cinquante euros) représenté par 1.250 (mille deux cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune.

II. Que les 1.250 (mille deux cent cinquante) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

III. Que la présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

1. Présentation du rapport du commissaire de contrôle.
2. Décharge aux administrateurs, au commissaire aux comptes, au liquidateur et au commissaire de contrôle pour l'exécution de leur mandat respectif.
3. Clôture de la liquidation.
4. Décision quant à la conservation des registres et documents de la société.
5. Mandat à confier en vue de clôturer les comptes de la société et d'accomplir toutes les formalités.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire de contrôle à la liquidation, approuve ledit rapport.

Le rapport du commissaire à la liquidation, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent procès-verbal pour être formalisé avec lui.

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs, au commissaire aux comptes, au liquidateur et au commissaire de contrôle pour l'exécution de leur mandat respectif.

Troisième résolution

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège de BDO Tax & Accounting, et en outre, que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés à la même adresse au profit de qui il appartiendra.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'une expédition du présent acte en vue de clôturer les comptes de la Société et d'accomplir toutes les formalités.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mises à sa charge en raison des présentes est évalué à mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: L. HANSEN, M. WAGNER, S. BOULARD, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2011. LAC/2011/58913. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012004885/75.

(120004783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Bailiff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 7, rue Pierre Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 102.872.

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «BAILIFF S.A.», avec siège social à L-1512 Luxembourg, 7, rue Pierre Federspiel, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 2 septembre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1200 du 24 novembre 2004, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 102.872.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Siyuan Isabelle HAO, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Frank FERRON, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Srdjan STOJANOVIC, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

Modification du deuxième alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution:

L'assemblée générale décide de modifier le deuxième alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3. (Deuxième alinéa).** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.»

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: S. I. Hao, F. Ferron, S. Stojanovic, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58515. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012004899/48.

(120005002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Antium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 127.044.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2012005513/12.

(120005121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Bailiff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1512 Luxembourg, 7, rue Pierre Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 102.872.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012005540/10.

(120005261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Paddy Power Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 137.445.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 9. Januar 2012.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2012005941/14.

(120005207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.
